REACTION

MARS 1979 VOLUME 6, NUMERO 7

M. BEST À QUAND NOS LOCAUX ?!

La revue REACTION est l'organe officiel des étudiants francophones de l'Université Laurentienne de Sudbury, Ontario.

Les opinions exprimées dans REACTION sont celles de toute l'équipe de la revue lorsqu'il s'agit d'un article signé par un membre de l'équipe.

Les lettres anonymes ne seront pas publiées. Les pseudonymes sont acceptables si ils sont accompagnés d'un nom responsable.

Adressez toute correspondance et soumettez vos articles aux bureaux de l'A.E.F., G-7, rue des Etudiants.

REACTION paraît une fois par mois grâce aux incommensurables subventions de l'Association des Etudiants francophones.

La date limite pour la remise des articles devant paraître dans le prochain numéro de REACTION est le 22 mars 1979.

SOMMAIRE

L'avant dernier REACTION de cette année se trouve entre tes mains. J'espère que tu comprends l'allusion. La date limite pour la remise de ton article est le 22 mars prochain. Participe!

En parlant de participation mentionnons qu'il y avait foule chez REACTION le 20 février. Nous étions dix: Gilles était venu plier son linge, Diane, Gaëtan et Serge nous supportaient moralement. Sylvain Dubé s'est occupé de la correction des articles, Alain Michaud nous a donné un coup de pouce à la mise en page et Daniel Cayen a fait sentir sa...présence.

Et maintenant à l'équipe régulière: ViVian Shalla, le cerveau de ce numéro (comme de plusieurs autres), Donald Thibault, qui ne fournissait pas les titres (c'était ma faute), ainsi que moi-même qui s'affolait de voir tant de gens dans le local.

Ah! si les locaux francophones étaient réunis...

Jean-Yves Cayen



OPINIONS DES LECTEURS

FORUM

Discrimination, ségrégation et déshumanisation

Le mardi 5 février 1979, alors que je m'étais rendu à l'Hôpital Général de Sudbury dans le but de travailler à ma thèse de quatrième année en psychologie, j'appris de quelques infirmières travaillant au département psychiatrique, que cet hôpital, qui doit soigner et soulager les patients, venait de faire passer un règlement interdisant aux "malades" psychiatriques du Day Care d'aller au goûter dans la cafétéria située sur le plancher "Ground" du département psychiatrique entre onze heures trente et douze heures trente. Jusqu'alors c'était chose habituelle pour eux de le faire. Le temps disponible à ces patients qui désirent se procurer un repas est maintenant d'une demie-heure soit de douze heures trente à treize heures. Ce règlement ne s'applique pas aux autres personnes de l'hôpital. C'est comme si les "malades" psychiatriques n'étaient pas des personnes. Les infirmières du département psychiatrique ont déclaré être mécontentes et être en désaccord avec ce règlement mis en vigueur par l'administration de l'Hôpital Général. Mais le mécontentement de ces infirmières n'a pas eu d'effet sur la décision.

Ne pouvant pas comprendre le but de ce règlement j'ai dû approfondir mon enquête davantage. J'ai alors appris qu'aucun incident ne s'était produit de la part des "malades" psychiatriques à la cafétéria. Il faut donc croire que les dirigeants de l'Hôpital Général ont été influencés par quelques personnalités qui ont jugé que ce n'était plus sain pour les personnes travaillant à l'Hôpital Général d'être exposées trop longtemps, pendant le goûter, à des personnes diagnostiquées comme étant "malades" psychiatriques (pourtant non chroniques). Ceci ressemble fortement à un programme de prévention où l'on déclare que des gens "normaux" peuvent être contaminés par des comportements jugés non acceptables.

Il est évident maintenant que lorsque les "malades" psychiatriques débutent leur goûter à douze heures trente la plupart des personnes travaillant à l'Hôpital Général ont presque terminé leur repas puisqu'ils ont pu débuter à onze heures trente. Paradoxe étrange: en dépit du fait que les infirmières travaillant au département psychiatrique ont montré leur mécontentement au règlement émis par l'administration de l'Hôpital Général, celles-ci se sont empressées de se rendre à leur goûter à onze heures trente au lieu d'y aller avec leurs patients qui eux doivent attendre jusqu'à douze heures trente.

On aurait pu penser qu'un hôpital aspirerait à offrir dans la mesure du possible une atmosphère saine où les interactions sociales entre "malades" psychiatriques et travailleurs psychiatriques seraient amplifiées au lieu d'être diminuées dans le but de faire voir graduellement à quelqu'un diagnostiqué comme "malade" psychiatrique qu'elle ressemble à une personne ne portant pas l'étiquette "malade mental". Pourtant le cas que je viens de vous exposer démontre que le contraire s'est produit.

Au lieu d'assurer l'épanouissement de l'individu en humanisant davantage son milieu, l'administration de l'Hôpital Général de Sudbury fait obstacle à ceci en empêchant que des facteurs favorables au bien-être de l'individu soient présents dans son environnement. La personne dite "malade" psychiatrique voit une diminution dans les interactions sociales avec les non "malades" psychiatriques, et intériorise davantage l'image d'une personne psychologiquement non-saine.

Avec ce nouveau règlement il y a un recul dans ce qui avait pour but de créer une atmosphère plus saine à l'individu. L'administration de l'Hôpital Général s'est lancée dans une politique de ségrégation, de discrimination et de déshumanisation envers la personne ayant été diagnostiquée comme étant une "malade" psychiatrique.

Donald Thibault

rappel

DATE LIMITE POUR LA REMISE DES ARTICLES

LE 22 MARS 1979

REPORTAGE

DEFOULEMENTS

Environ soixante à soixante-dix étudiants francophones de l'Université Laurentienne ont participé à la réunion visant à réaménager et à centraliser les locaux francophones dans un même endroit (les organisations telles l'A.E.F., le Service d'animation, l'Entre-deux, Réaction, etc...). Cette rencontre fut organisée par l'A.E.F.

Après une heure de discussion flamboyante environ soixante-cinq pour cent des gens décidèrent d'occuper pacifiquement le onzième étage de l'édifice Parker et d'arrêter toute activité élévatrice de deux des trois ascenseurs régulièrement utilisés afin d'obtenir satisfaction déjà exigée depuis plus de quatre ans.

Ainsi, vers treize heures, quarante étudiants francophones convaincus du moyen à prendre afin de gagner leurs salles se réunirent au onzième étage. Ces gens sont décidés à agir. D'ailleurs leurs commentaires le reflètent bien. En voici donc quelques-uns.

"Je pense que lorsque je reviendrai l'an prochain je veux avoir un endroit convenable où l'on pourra se rencontrer en français, parce que l'an prochain je serai à temps plein."

"Ne laissez pas passer le Recteur il est à l'autre bout de d'escalier."

"J'espère que ceci va aboutir à quelque chose, que les média vont réagir à quelque chose. Un reporter a eu une entrevue avec le président de l'A.E.F., pour soit ce soir ou demain soir. Pour l'instant tout ceci est un point de départ, ensuite il y aura une meilleure organisation."

"Je trouve que l'administration est foncièrement malhonnête envers les étudiants de culture et de langue françaises. Elle semble donner l'impression qu'elle ne veut pas respecter son contrat pour faire de I'Université Laurentienne une université bilingue."

"Agacer un chien c'est risquer de se faire mordre. On n'est pas pour se faire considérer comme des chiens."

"C'est à peu près temps que l'on fasse quelque chose, les gens ont l'air enthousiasmé ici, c'est la première fois que la solidarité est si grande. L'administration est définitivement une écoeuranterie. Les secrétaires sont généralement coopératives, il y a des exceptions. Tout est sous contrôle, le garde de sécurité vient de recevoir un message officiel sur quelque chose. C'est une contestation qui s'opère de façon très efficace avec un "kool" surprenant, certaines gens sont enfins convaincus. Espérons que les gens conscientisés tiennent bons pour revendiquer leurs droits trop longtemps ignorés."

"Je trouve que le fait francophone à l'Université Laurentienne n'existe pas, pas pour autant que l'administration est en question. On est peut-être un groupe minoritaire à l'Université Laurentienne mais sans ce groupe minoritaire l'Université Laurentienne ne fonctionnerait pas sans l'argent du Fédéral. Tout ce qu'on demande est un lieu où le fait francophone serait respecté il y aurait peut-être une augmentation du nombre de francophones inscrits à l'avenir, ce qui enrichirait le bilinguisme à la Laurentienne. En ayant des locaux la communication entre francophones serait plus près et donc les problèmes de conflit existant pourraient être soulagés et conscientisés."

"Je suis prêt à contester jusqu'au bout; j'aimerais que d'autres francophones viennent nous tendre la main. C'est l'affaire de tous les étudiants francophones!"

"Je crois que ceci va mener à quelque chose parce qu'on a tout à gagner et rien à perdre. Il faut être patient."

"Il est temps qu'on pose cette action parce que j'avais vraiment envie de changer l'Université."

"Je ne suis pas convaincu de tout ceci mais je sais que d'autres actions ont été entamées et n'ont abouti à rien. Aussi il y a une grande solidarité entre les gens."

"Pendant très longtemps l'administration n'a pas répondu aux besoins des francophones ici, j'espère qu'avec ce que l'on fait que l'administration va se grouiller favorablement à nos revendications."

Tous ces commentaires proviennent d'étudiants francophones de l'Université Laurentienne et furent énoncés l'après-midi de la première journée de contestation. Ces paroles sont authentiques et reflètent un certain esprit de mécontentement envers l'administration

Reporter
Donald Thibault

DES ETUDIANTS DE LA LAURENTIENNE S'EXERCENT A LA RECHERCHE SOCIALE

Le département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laurentienne a instauré un programme de placement d'étudiants en sociologie dans des organismes de service public, où ils font des travaux de recherche sociale. Un des objectifs du programme est d'offrir aux étudiants l'occasion de mettre en pratique leurs connaissances théoriques et des méthodes de recherche grâce à des essais et observations. Il met également à la disposition des organismes des chercheurs en sciences sociales qui peuvent faire des analyses statistiques du travail des organismes, par exemple, évaluer de façon empirique les programmes de ces derniers.

Les premiers étudiants à participer au programme ont été placés au bureau de Mise en liberté surveillée et libération conditionnelle du ministère des Services correctionnels de l'Ontario, à la demande de C. Dymond et J. LeFebvre du Ministère. Les étudiants en question sont Ron Dubciak, Marlene Lyn-Cook et Ann Boyd.

Le sujet de recherche a été choisi par les directeurs de l'organisme et le Professeur A.N. Barnett, Directeur du Département de sociologie et d'anthropologie, en consultation avec les étudiants.

Le Programme de placement de chercheurs en sciences sociales sera élargi l'an prochain afin d'inclure d'autres organismes de service public.

Bureau des relations publiques

Le Billet du Sociologue... CHRONIQUE

LION de JADE et TIGRE de papier

C'est à désespérer des agences de presse et/ou des théories politiques, c'est-à-dire de nos capacités d'analyse.

Habitués sous Mao à la sérénité dogmatique, nous avions fini par croire la Chine calme, puissante, résolument déterminée à la construction de son nouveau modèle... "La Chine à l'assaut du Ciel", titrait un distingué observateur. Bien sûr, de temps à autre à l'arrière-scène, un poignard étincellait dans la pénombre, un avion s'écrasait, des gardes-rouges s'agitaient... Au pire, des accidents de parcours, mais plutôt, pensions-nous, des preuves supplémentaires que la dictature du prolétariat se consolidait. Les austères civilités de Chou vis-à-vis l'Occident s'expliquaient par la conjoncture. Enfin, rien qui ne nous puisse faire soupçonner là quelque "déviation".

Mao meurt. Commence un époustouflant ballet de "cliques": chassés-croisés, bande à quatre, grâces et disgrâces. Les projecteurs virent au pastel: scène d'amour avec le Tigre de papier dont on se gaussait tout-à-l'heure. On roucoule. On fait des plans, au grand dam de l'Ours. Le Lion de Jade promet son pétrole. Le Tigre de papier sa technologie et sans doute, avec elle, sa division du travail, ses idées et le reste. Il y a de ces cadeaux empoisonnés...

Dernier acte: des paysans hâves, criant famine et justice, assiègent la "Cité interdite" où valsent les dirigeants!!

Un politologue nous éclairera-t-il?

voyage à montréal

Le 9 février, onze étudiants de l'Université Laurentienne laissèrent leur cher petit campus afin de s'aventurer vers un autre monde. Avec la température très froide, l'accueil à Montréal (au Québec) fut d'autant plus chaleureux. Nous tremblions peut-être à cause du froid mais notre coeur bouillonnait devant cette atmosphère fraternelle. Comme on se sent bien dans sa peau dans ce milieu reflétant notre culture française. Comme je disais tantôt l'accueil fut chaleureux; les serveuses dans les restaurants, les "waitress" dans les bars-salons n'ont pas ménagé leurs beaux sourires (chose rare ici en Ontario). Un pauvre francophone, minoritaire en Ontario, oublie tous ses soucis lorsque plongé dans un tel environnement. Montréal, une ville de grands édifices modernes et de petits quartiers plus antiques, de nombreuses églises richement décorées, avec un métro superbe, est certainement une métropole unique. Mais ce qui m'a le plus frappé c'est le vieux Montréal avec ses "Boîtes à chansons". Quel plaisir nous avons eu ici! Chansons à répondre, folkloriques et autres, typiquement canadiennes-françaises ont fait ressortir de notre corps une joie de vivre: la joie de vivre en français. Je souhaiterais en voir des semblables à Sudbury.

Malheureusement le séjour fut trop court. Il a fallu revenir à la réalité; à la réalité minoritaire, à notre milieu dépourvu.

Je termine en remerciant la Société historique (SHUL) pour ce merveilleux voyage et Daniel Cayen, l'organisateur. Mille mercis!

Montréal, à bientôt
j'y serai de retour.

Christane Lavoie

OPINIONS

IL FAUT S'UNIR!

L'unité, la solidarité et la fraternité; voilà les aspects qui m'ont frappé le plus lors de l'occupation du onzième étage de l'édifice Parker par les étudiants francophones de l'Université Laurentienne. Dès le début, les étudiants étaient d'accord qu'il était maintenant temps de passer à l'action. Du mercredi 14 février (13 h 00) jusqu'au vendredi 16 février (17 h 00) ces étudiants occupèrent le onzième étage avec la conviction personnelle de chacun qu'ils ne quitteraient point les lieux sans avoir reçu exactement ce qu'ils voulaient:

1) relocalisation de l'Entre-deux
2) réaménagement de l'A.E.F., de Réaction et du Service d'animation
3) la centralisation de ceux-ci.

Tout au long des cinquante-deux heures d'occupation, il n'a pas une fois été question de fléchir face à l'adversaire. Au cours de la journée les occupants se divertirent soit en travaillant, soit en jouant aux cartes, soit en dansant, soit en conversant avec des amis (vieux ou nouveaux), soit en écoutant de la musique, soit en faisant des exercices... J'admets (et je parle peut-être pour tout le monde qui a passé une ou deux nuits), que lorsqu'il s'agissait de se coucher nous devions faire face à un plancher dur. Cependant (comme on dit), on doit souffrir (un peu) afin de réaliser nos objectifs, souffrir pour la cause.

Personnellement, depuis mon arrivée à l'Université Laurentienne en 1977, je n'ai jamais vu un groupe de gens si déterminé, et si organisé que ce groupe de francophones dont j'ai eu la chance de connaître.

Nous poursuivrons nos démarches contre l'administration et nous vous demandons de vous joindre à nous. Nous devons être unis. Le bonheur, comme l'amour, comme l'amitié, ne peut pas se réaliser individuellement. Il faut s'unir...

N.B. Pour ceux d'entre vous qui n'ont pas eu l'énergie nécessaire afin de monter onze étages, vous avez manqué beaucoup de "FRANCO-FUN".

Michel Dallaire

POURQUOI L'ENTRE-DEUX ?

Qu'est-ce qui peut bien justifier l'existence d'une salle destinée à la communauté francophone, ici, à l'Université Laurentienne? Est-ce vraiment nécessaire? Pourquoi tant de chahut à vouloir le préserver ainsi? Y a-t-il une seule raison qui explique tout cela?

Eh bien oui, il y a une raison de le faire, et même plus d'une? Comme vous le savez nous ne sommes qu'une minorité sur ce campus. Et en plus, nous sommes (francophones) éparpillés un peu partout à travers cette immense marée/anglophone qui nous submerge, aussi bien sur le campus qu'ailleurs. Et si ce n'était de l'Entre-deux, il n'y aurait même plus un seul îlot distinctif parmi nous, si ce n'est peut-être certaines résidences du campus. Croyez-vous que s'il en était ainsi ça aiderait à maintenir l'identité francophone de cette université? Moi je ne le crois pas!

Toute minorité sent bien le besoin de se retrouver parmi un groupe homogène (un groupe majoritaire ne se pose pas la question car il forme déjà ce groupe homogène). C'est ce qui permet d'assurer, à plus ou moins long terme, la survivance du groupe; une longue survivance, si ce noyau est actif et dynamique, et qu'il recherche le moyen d'assurer son plein épanouissement; le contraire lorsque l'inverse se produit. Une salle où tous les francophones peuvent apprendre à se connaître, à y former des projets, ne peut que contribuer à ce dynamisme absolument vital.

Si nous ne voyons pas la nécessité de nous regrouper, alors comment pourrons-nous réclamer les droits qui nous sont dus? La télépathie ne se fait malheureusement pas encore à grande échelle, et jusqu'à maintenant encore, le besoin de se retrouver, de discuter, de former ensemble des projets est indispensable.

Pour un anglophone du campus, la situation est évidemment toute autre. Il n'a pas à courir d'un bout à l'autre de l'université pour arriver à communiquer avec un des siens. Partout où il va le soleil brille pour lui... Soit hors du campus, soit sur le campus, il n'éprouve aucune difficulté à être lui-même et à s'exprimer avec la langue dont l'a dotée la nature. Malgré qu'en milieu bilingue on nous assure qu'il en est ainsi pour les deux groupes qui le compose, on sait bien qu'il n'en est pas du tout ainsi. C'est encore bien loin de la réalité ici, et je ne crois pas que ce soit encore pour demain!

L'Université Laurentienne se proclame bilingue "au bout". Nous faisons partie d'un des groupes qu'on reconnaît officiellement et légalement. Pourquoi avoir honte de soi alors? Nous sommes ce que nous sommes, et nous n'avons pas à en rougir! Avons-nous quoi que ce soit à envier aux autres? Nous sommes humains comme tous les humains, et nous avons une langue parmi les milliers de langues. Notre langue est-elle inférieure à quelqu'autre langue? Si oui, qu'on me l'explique! Malgré que je suis francophone, je ne me sens en aucune façon inférieur, ou supérieur, à quelqu'autre groupe linguistique que ce soit. C'est pourquoi je désire, comme tout autre groupe linguistique, assurer mon plein épanouissement. Et je crois qu'ici, sur le campus, l'Entre-deux est ou outil indispensable à mon plein épanouissement

Sylvain Dubé

"J'AI BESOIN D'UN NOM"

UN FILM DE PAUL LAPOINTE

LE MERCREDI 28 FEVRIER 1979
11 H 00 SALLE C-309

Présenté par le Service d'animation et le département d'histoire

N.B. Paul Lapointe répondra aux questions concernant son film, à l'Entre-deux à compter de 12 h 00. Un café sera servi.

LA VISITE

DU RECTEUR

CHEZ LES

CONTESTATAIRES

Vers seize heures quarante de la première journée d'occupation du onzième plancher de l'édifice Parker, le Recteur M. H.B. Best de l'Université Laurentienne est monté rencontrer les étudiants francophones. Ces derniers ont décidé à contre-coeur de lui laisser utiliser l'ascenseur. Il avait été préalablement entendu à une réunion que si le Recteur décidait de discuter avec les étudiants francophones qu'il le fasse en empruntant les marches menant au onzième étage comme tous durent le faire à ce temps.

Les étudiants francophones lui ont exposé le pourquoi de la contestation. Ceux-ci lui mentionnèrent véhémentement qu'ils en avaient eu assez de se heurter à la grosse machine administrative de l'Université Laurentienne lorsqu'il s'agit d'offrir un minimum vital, une atmosphère culturelle enviable et saine à la Laurentienne pour les étudiants francophones. M. H.B. Best a alors répondu qu'il ne pouvait rien promettre qui règlerait cette situation. Les étudiants francophones lui ont demandé qu'il soumette un document signé de sa main, attestant que les revendications des étudiants francophones seront rencontrées de façon satisfaisante avant le début de la prochaine session d'hiver.

M. H.B. Best a répondu qu'il devait faire dactylographier un tel document par sa secrétaire à son bureau au onzième étage et que même s'il signait pareil papier ceci n'aurait pas pour effet de garantir les demandes faites par les étudiants francophones.

Au début de la visite du Recteur deux étudiants ne pouvant plus contenir leurs frustrations utilisèrent leur sarcasme dans le but de montrer leur mépris envers le Recteur et l'administration. Ces deux étudiants francophones se sont cependant tus afin de ne pas nuire à la bonne organisation de la contestation.

Aussi M. H.B. Best a jeté le blâme sur les francophones disant que ceux-ci étaient désorganisés dans leurs revendications et que le C.E.F. (Conseil de l'enseignement en français), dont le président est M. André Girouard, lui a dit qu'il n'est pas d'accord avec le "Rapport Roy". Les étudiants francophones rétorquèrent en lui disant qu'ils continueront d'occuper le onzième étage et à empêcher toutes activités élévatrices des deux ascenseurs jusqu'à ce que leurs demandes soient acceptées.

Enfin, le Recteur a répondu "Ah? Bon!" et il a repris l'ascenseur en présence de cinq étudiants francophones qui devaient assurer que l'ascenseur reste sous le contrôle des contestataires.

Donald Thibault

L'A.E.F.

PRESENTE UNE

CONFERENCE

AVEC

L'HON.

Jean-Jacques Blais

SOLICITEUR-GENERAL DU CANADA

"LES FRANCO-ONTARIENS A L'HEURE D'UN FEDERALISME RENOUVELE"

vendredi 2 mars, 1979

à 14 heures

Salle C309

EDIFICE DES CLASSES
UNIVERSITE LAURENTIENNE

PAROLES

2 L'ENTRE 2

15:56-16:51, 1/2/1979 A.D.
Date: Verso=Signe de Révolte
et de Libération Désirées

Maison d'un couple engagé, politisé,
chrétien et francophone.

2 -- chiffre de DUALISME = conflit
= confrontation
ou/et DUALITE = intégration de 2 pôles
= complémentarité
= mariage

Pour ceux/celles qui ne comprennent guère (le titre), j'explique en une phrase mon dessin: le DOUBLE JEU (UG!) "BILINGUISANT" (???!!!!) DE CETTE INSTITUTION, soit les deux ethnies fondatrices principales de la Laurentienne jouent un DUEL ALISME EXECRABLE; évidemment on nous case dans un vestibule comme le bloc de bois où l'on a sculpté "L'ENTRE-DEUX". Si ceci ne clarifie guère mon/notre énigme, alors désespérez, ô! vous esprits peu clairs: ne continuez pas de lire cet imbroglio si vous voulez à tout prix éviter une hémorragie cérébrale coagulante, mortelle pour votre paresse intellectuelle ou/et votre vile récupération/ accomodation trop évidente et écoeuramment stérile dans cette manufacture médiocre mesmérisant votre complaisance qui nous assassine tous!!!

L'ENTRE-DEUX:

1. Entre la TOUR D'IVOIRE SALIE DE LA BIBLIOTHEQUE ET L'ADMINISTRATION régie par le bestialisme bureaucratique, par des vices (Davis, prononcé rapidement à la française) et son Cabinet corrompu et les laboratoires de langue et salles de classe et départements.

2. Entre les jeux sont faits (Gide) de nos revendications toujours oubliées et du Principe de Peter (Peter Principle) facilement détectable ici et dont les francophones ici restent, ENCORE! (Rien n'a changé à ce niveau! Un changement est-il possible, vu la monopolisation anglophone, style sénatorial actuel???), COMME TOUJOURS LA CIBLE! Félicitons-nous!

Allaire a l'air, - rien de PLUS! - , diplomatiquement, tout simplement, de protéger nos intérêts francophones.

(RAISON-D'ETRE DE CET ECRIT AUSSI "SOFT-SPOKEN" QU'IL EST IRONIQUE, NON???)

A quand s'organiseront les forces estudiantines contestatrices afin que l'on obtienne nos droits trop constamment mis au panier?

Si l'administration trouve que la proposition Roy est radicale, je propose quelque chose de PLUS sérieux, à leurs yeux non encore "desicaillés": qu'un local francophone soit aménagé au sixième ou/et au septième étage de la tour bibliothécaire, avec des préfets NON-brutaux élus par les corps estudiantin et professoral ENGAGES dans notre AUTO-DETERMINATION! L'heure de notre affirmation a sonné!!!

Sûrement, les tergiversations infinies et diffamatoires à notre sujet que l'histoire administrative anglo-protectrice a, fois après fois confirmées, DOIVENT CESSER, et dans le plus bref délai!

Fini les outrages vécus par nous à l'Entre-deux, dont le Carnaval orgiaque, rébarbatif nous a fourni un minimum de deux exemples de l'ignorance intolérable de certains anglophones joueurs de jeux de carte (devinez qui a perdu? - notre Je collectif ou Eux!) ou pseudo-politiciens!

Si l'Entre-deux n'est que le dépotoir des manipulations anglophones, (exemple: l'occupation 1978 de notre vestiaire par 2001, SANS notre permission préalable!) et un "TOKEN SYMBOL" alors nous pourrons, une fois organisés, faire mieux!!!!

Daniel Rhéaume

ALLÔ POLICE!

DEPUIS QUELQUES JOURS, DES INFORMATIONS FUSENT AU SUJET D'UNE EVENTUELLE ATTAQUE A MAIN ARMEE CONTRE LES PACIFIQUES ETUDIANTS QUI DECIDERONT D'OCCUPER A NOUVEAU LE ONZIEME ETAGE. LES REVENDICATEURS DEVRONT-ILS FAIRE APPEL AUX FORCES POLICIERES AFIN DE CONTRECARRER CES PETITS ELANS TERRORISTES?

Daniel Cayen
"Un insider"

POLITIQUE

ELECTIONS A L'A.E.F. LE 22 MARS 1979

L'année dernière l'élection de l'exécutif de l'A.E.F. s'est déroulée sans opposition. La plupart des postes ont été comblés par acclamation et ce fut l'exécutif qui recruta des candidats pour les postes vacants. Il y a présentement cinq postes vacants au sein de l'A.E.F. Certains ont quitté à cause de leur travail, d'autres pour des raisons "politiques" mais plus important encore, à cause tout simplement de manque d'intérêt. Dans la mesure où les étudiants francophones ne démontreront pas d'intérêt à leur association ce sera leur propre perte. Notre association risque ainsi de perdre son pouvoir politique et pour certains administrateurs c'est un bon signe d'action.

D'une part, si l'A.E.F. est faible, ils en profiteront afin d'enterrer la question de l'Entre-deux et rien n'aura été changé encore. En plus certains administrateurs (vendus) préconisent tout bas dans leur coin, la fusion de l'A.E.F. et de la S.G.A. pour former une seule association! Faut pas se laisser faire! La participation active est extrêmement importante en ce moment. La réponse du Recteur Best au sujet de l'Entre-deux nous le démontre très bien. Il a répondu NON aux revendications de l'A.E.F. espérant que l'élection d'une nouvelle équipe prochainement fera oublier cette question:...bonne stratégie.

Mais regardons cette question d'un angle optimiste. Il y a des étudiants très talentueux. avec du potentiel d'initiatives culturelles et politiques sur le campus. Vous en connaissez sûrement! C'est important que nous les encouragions, les persuadions d'embarquer dans la campagne électorale. De toute façon, l'exécutif de l'A.E.F. a nommé Daniel Cayen comme Président d'élection pour 1979, avec un double mandat.

1) Organiser les élections en voyant à son bon fonctionnement
2) Encourager et maximiser la participation des étudiants à l'élection.

Ceux qui aimeraient travailler aux urnes et à l'organisation de scrutin peuvent le faire en contactant Daniel à l'Entre-deux; (le dépouillement du scrutin, recensement des votes, etc...).

Le scrutin aura lieu jeudi le 22 mars et les mises en candidature seront acceptées jusqu'à 17 h 00 jeudi le 15 mars. Il y aura quatre urnes sur le campus; une au Grand Salon de 10 h 00 à 14 h 00, une à la cafétéria de l'Ecole des Sciences de l'Education à l'heure du déjeûner, l'autre à la cafétéria de l'Edifice des Sciences et à l'Université de Sudbury de 11 h 00 à 13 h 00. Pour voter, il faut être membre de l'A.E.F. et détenir une carte d'étudiant. Les formulaires de mise en candidature sont disponibles au bureau de l'A.E.F. et de Daniel Cayen (675-3170). Les postes de l'A.E.F. sont les suivants:

A élire au suffrage universel,

- un président et un vice-président élus en équipe
- un sénateur-étudiant
- un coordinateur du Comité de publicité
- un coordinateur du Comité des relations extérieures
- un coordinateur du Comité socio-culturel

A élire au suffrage sectoriel,

- un représentant des Humanités
- un représentant des Sciences Sociales
- un représentant des Sciences
- un représentant des Ecoles professionnelles
- un représentant de l'Ecole des Sciences de l'Education (septembre 1979)
- un représentant de l'école de commerce
- un représentant de l'Education physique
- un représentant du Collège Universitaire
- un représentant de l'Université de Sudbury

LES COMITES

L'A.E.F. compte quatre comités permanents:

a) le comité du budget
b) le comité de publicité
c) le comité des relations extérieures
d) le comité socio-culturel

Les comités se composent de cinq membres ayant droit de vote au comité. Le coordinateur de chaque comité à voix active au sein du conseil de l'A.E.F. Chaque comité présente au conseil, avant la fin du mois de mai, un calendrier de ses activités et un budget préliminaire pour l'année.

a) LE COMITE DU BUDGET

Le comité gère les fonds de l'A.E.F. et exécute toute autre fonction relative au budget. Il propose au conseil avant la fin de mai, un budget pour la prochaine année. Il présente un budget revisé en octobre.
Le coordinateur du comité du budget est le trésorier de l'A.E.F. Il achemine toute demande de subvention au conseil avec recommendation.

b) LE COMITE DE PUBLICITE

Celui-ci est responsable de la publicité pour les activités de l'A.E.F. Il travaille en lien étroit avec les autres comités.

c) LE COMITE DES RELATIONS EXTERIEURES

Il est responsable de l'établissement et du maintien des liens entre l'A.E.F et la communauté francophone hors campus.

d) LE COMITE SOCIO-CULTUREL

Il est responsable de l'organisation et de la coordination de toutes les activités socio-culturelles de l'A.E.F.

PRESIDENT ET VICE-PRESIDENT

Ceux-ci exécutent les décisions du conseil conformément à la Constitution et aux statuts de l'Association. Ils siègent dans tous les comités de l'A.E.F. sans droit de vote. Le président siège au Sénat sans droit de vote. Le président et le vice-président agissent avec diligence, honnêteté et bonne foi dans l'intérêt de l'A.E.F. et de la Constitution.

"L'erreur du passé chez nos dirigeants étudiants a toujours été de s'attendre à voir une manifestation de la volonté populaire avant de se sentir le droit d'agir. Pourtant, la plupart des étudiants ne veulent strictement rien. Non parce qu'ils n'ont pas d'intérêts à promouvoir, mais parce qu'ils n'ont pas pû poursuivre le même cheminement intérieur, celui qui permet enfin de comprendre comment et pourquoi il faut prendre parole. Ceux qui ont conquis telle conscience et tel courage sont des privilégiés. Ils forment en quelque sorte une élite (bien qu'on a peur de ce mot de nos jours) qui a des responsabilités envers le groupe de gens parmi lequel ils vivent. Ils doivent, pour tous et au nom de tous, prendre l'action qui peut répondre aux injustices et promouvoir les intérêt de tous." (REACTION, Normand Renaud, le 5 mars 1978).

Ce n'est pas une tâche facile que de prendre en main la responsabilité de l'A.E.F. mais ça vaut le coup! Si on croit sérieusement en quelque chose on réussit.

Marc J. Rémillard

REFERENDUM SUR LA QUESTION DE L'ENTRE-DEUX

Cet article fut rédigé deux semaines avant même que la décision d'occuper les bureaux du onzième soit prise.

J'ose exprimer ici mon opinion, dont on tiendra compte ou qu'on considérera ni plus ni moins comme un nouveau cri dans le désert. Mais si je fais une telle proposition, c'est que j'ai à coeur le bien-être de la communauté francophone de ce campus.

Et en parlant de "bien-être", peut-on vraiment conclure que l'Entre-deux répond réellement à ce besoin? Je ne le pense pas vraiment. Afin de s'en rendre compte, il s'agit de jeter un coup d'oeil attentif à l'état dans lequel se trouve ce local qu'on nomme Entre-deux. Peut-être que plusieurs n'osent s'y rendre qu'"entre-deux" cours car ils ne peuvent le supporter davantage!

Tous ceux qui y viennent de temps à autre savent très bien que la ventilation y est abominable, pour ne pas dire totalement inexistante. Il est bon de savoir que la présence de plusieurs francophones dans ce local dégage une chaleur remarquable, mais comme toute autre chose, il faudrait en équilibrer les effets. Il faut tout de même respirer!

L'apparence de l'Entre-deux laisse de plus en plus à désirer. L'art abstrait de n'importe quel peintre vaudrait bien les cernes qui serpentent les murs, et qui sont causées par l'eau (?) qui s'égoutte de temps à autre du plafond. Même qu'un trou a été pratiqué au plafond (on y a enlevé plusieurs tuiles), pour nous laisser admirer encore de plus près la source de tous ces dégâts.

Et le comble de tout, c'est qu'on nous considère plus ou moins comme un "torchon". Pouvons-nous accepter plus longtemps de loger dans un vestiaire? Sur quel pied nous considère-t-on si on ne peut trouver un local répondant mieux à nos besoins? A-t-on jamais trouvé agréable d'arriver un bon matin dans n'importe quel local que ce soit, et de se retrouver parmi des centaines de "porte-manteaux"? Si c'est là le sort que nous méritons, et bien acceptons-le de bon coeur!

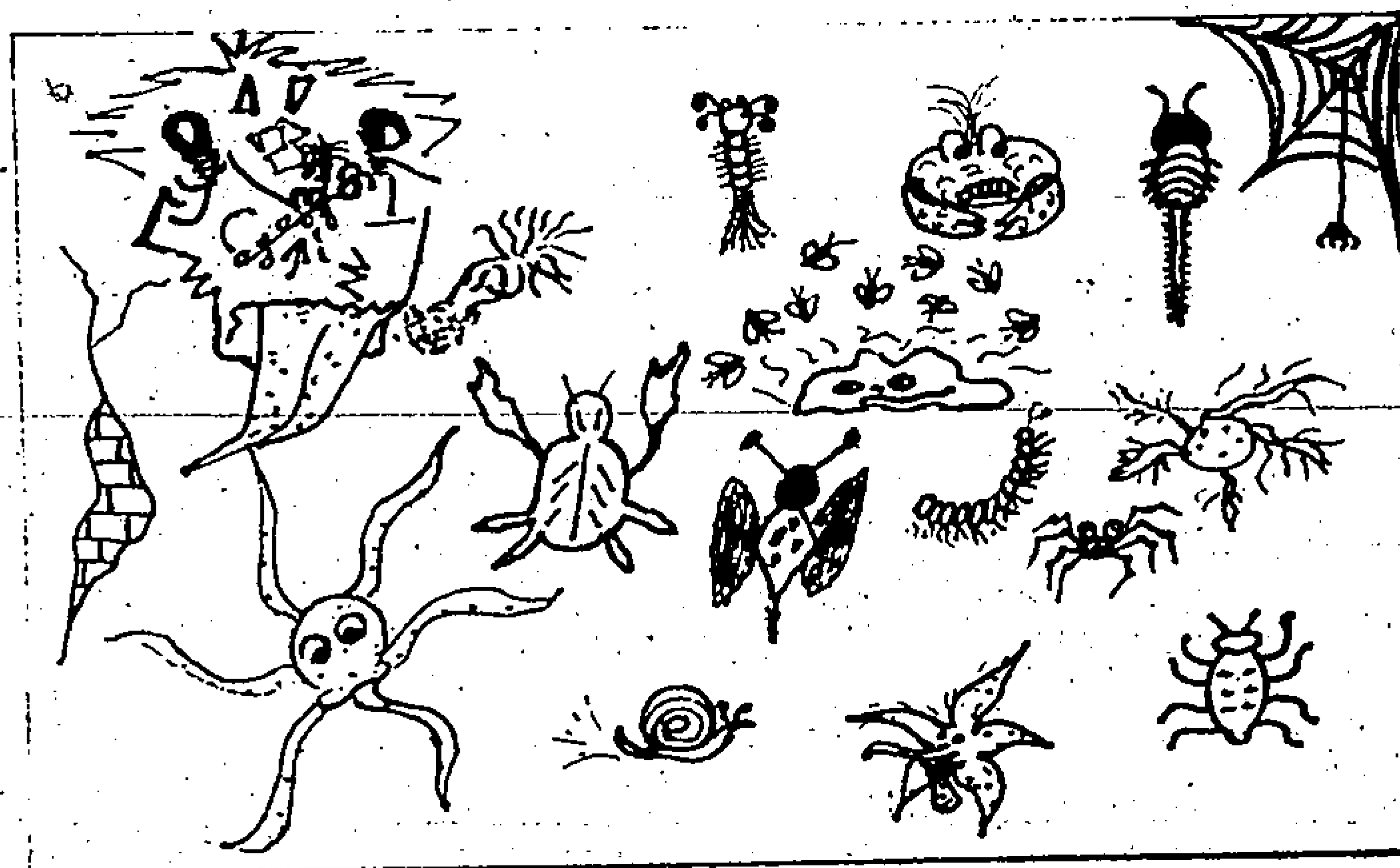
Puisque l'administration reste, comme toujours, indifférente à toutes les revendications au sujet d'un nouveau local pour y relocaliser l'Entre-deux (plus convenable comme de raison), il faut se munir des armes qui pourront donner plus de poids à de nouvelles négociations. C'est pourquoi je pense qu'un référendum pourrait répondre à ce besoin.

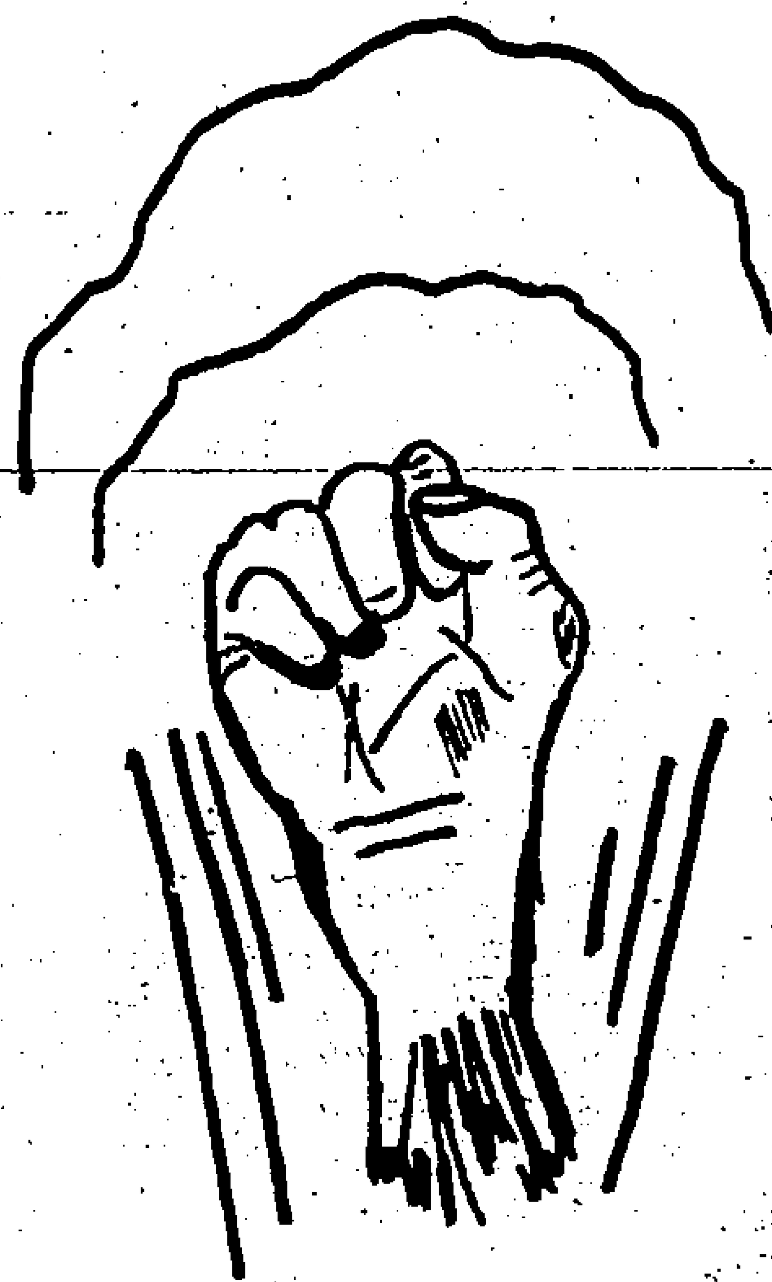
A ce référendum, tout francophone intéressé (préférablement membre de l'A.E.F. qui le représente) pourrait exprimer son opinion à ce sujet. Si la communauté francophone se trouve lésée, elle pourra ainsi le faire connaître clairement à ceux qui la représente. Si nous voulons vraiment améliorer notre sort, et ce de façon majoritaire, ce sera alors un poids de plus dans les négociations futures. Et je crois que le poids serait de beaucoup supérieur à ce que pourrait produire une assemblée générale, puisque tous les véritables francophones du campus auraient alors la chance de s'exprimer franchement et clairement. Et si jamais on ne respectait pas notre décision, des plus démocratiques, la presse pourrait alors se charger d'en informer la population. Car elle aussi, n'est pas à négliger dans ce débat. L'université tient beaucoup à sa réputation!

C'est à nous tous francophones, et à personne d'autre, de prendre notre sort en main! Si nous ne voulons pas un meilleur sort, il s'agit d'en informer nos représentants qui ne se casseront plus la tête à ce sujet. Ce problème sera enfin réglé! Mais si nous voulons un meilleur sort (et je l'espère), il s'agit de le faire connaître clairement, et si on ne respecte pas notre décision, on en subira les conséquences, car on a assez attendu... C'est le temps d'agir, et maintenant! Maintenant, ou jamais...

Sylvain Dubé

LA VIE QUI BAT:





IDENTIFIEZ LES DIRIGEANTS

REACTIONS...

EDITORIAL

POUR UNE SIMPLE REORGANISATION

Les événements de 14 au 16 février, soit l'occupation du onzième étage de la tour de la bibliothèque par les membres de la population étudiante francophone, méritent une étude plus approfondie que certains voudraient probablement laisser paraître.

La contestation étudiante qu'on croyait maintenant éteinte ne l'est pas! A ceux qui ont cru à une simple expression "fofolle" des masses estudiantines lors des différentes démonstrations du début de la décennie, je lance mon sourire le plus haineux. Certes les promoteurs du statu-quo tenteront d'étiqueter les étudiants qui ont pris part à l'occupation du centre de pouvoir de l'Université, de joyeux (dans le sens de frivoles) petits étudiants pressés de débuter leurs vacances quelques jours plus tôt ou cherchant quelque divertissement exotique.

Mais l'administration du haut de son troisième étage, entre mercredi et vendredi, pensait d'une bien différente façon. Ce qui s'est réalisé grâce à cette confrontation ouverte entre étudiants et dirigeants politico-bureaucratiques exprime beaucoup plus le début de l'aboutissement d'un abscès depuis longtemps en formation et non pas un défoulement carnavalesque de quelques têtes légères.

Ceux qui formèrent ce bloc protestataire exprimèrent trois phénomènes ordinairement soumis à la répression.

1) *L'action solidaire, commune et organisée contre un centre de pouvoir qui tente de tout écraser par l'immobilisme.*
2) *La reconnaissance progressive chez chaque membre du groupe au onzième, d'une confiance en soi, réalisée justement grâce à ce rapprochement solidaire face à l'ennemi maintenant clairement identifié.*
3) *La capacité maintenant de prendre des décisions importantes et de tenir tête à une façade qui avait toujours paru inébranlable.*

Les francophones n'ont pas cessé de savoir qu'ils étaient numériquement minoritaire à l'Université Laurentienne. Le facteur clé cependant réside dans la réalisation que cet élément statistique ne comptait pas vraiment mais qu'il est beaucoup plus souvent une arme d'éparpillement utilisée politiquement par ceux au pouvoir.

Qu'importe alors que le nombre d'occupants ait été de 75, 100, 250 ou plus. Un désir était exprimé. Non pas seulement celui d'obtenir des locaux convenables et intégrés, mais encore plus: celui de l'affirmation d'un dégoût du système dominant qui empêche quotidiennement le rapprochement des individus et la co-opération de ceux-ci en fonction de réalisations appropriées. On pourra toujours continuer de nous chanter soit le bienfait de notre société occidentale avec ses gros "chars", son haut niveau de vie et toute cette réthorique superficielle, soit le fatalisme martelant qui dit que ce qui est, est parce que c'est.--Inaction et tautologie: des quasi-synonymes. Pourtant, tôt ou tard, même dans une petite université du nord de l'Ontario, où le respect de l'autorité est fort à cause du paternalisme personnalisé, certains étudiants, (supportés tout au moins moralement par les membres des autres secteurs d'occupation de l'Université, sauf le management) décident qu'ils en ont assez de se faire traiter comme dernier facteur dans le calcul de rendement. Et lorsque ce groupe d'étudiants redescend cinquante deux heures plus tard de son lieu d'occupation, en signe de trève (et ce dans une organisation toujours plus raffinée), les individus qui assistèrent à ce mouvement solidaire en furent tous impressionnés.

Les étudiants francophones ont probablement fait sourire les gens, en ont fait fâcher quelques-uns, mais ont certes fait parler tout le monde. Quoi de plus que la parole afin d'émettre et de transmettre un événement? Une seule chose: l'action qui appliquera les connaissances reçues aux intérêts propres à chaque groupe. Plus clairement ceci: tous les membres de l'Université Laurentienne (comme partout dans le système actuel), qu'ils s'en aperçoivent ou non, subissent les effets d'une administration très égocentrique, c'est-à-dire qui ne fonctionne qu'avec un bagage très limité de solutions et qui cherche à imposer plutôt qu'à écouter et à organiser.

Nous allions peut-être finir par croire que seuls les comités nommés d'en haut pouvaient "régler" les problèmes de l'Université. Les événements du 14, 15 et 16 février ont clairement fait ressentir la présence de solutions beaucoup plus adéquates.

L'Association des Etudiants Francophones revendiquent la relocalisation des différentes organisations francophones du campus dans un même lieu. L'édifice qui sera choisi afin d'abriter ces locaux réunis doit être au centre des activités vitales de l'Université Laurentienne. Ce genre de désir, l'Association des Etudiants Francophones n'est pas la seule à en transporter mais elle semble être la seule en ce moment à l'exprimer clairement. Toutes les autres organisations du campus, qu'elles soient étudiantes, professorales, ou de divers autres secteurs (je pense aux employés de soutien) contiennent objectivement (c'est-à-dire de par leur existence) des désirs semblables. Il est temps que leur poids se fasse sentir et que la restructuration de l'Université vers un certain "convenable" s'organise.

Jean-Yves Cayen
Rédacteur en chef

LA NUIT SUR L'ETANG '79



AU PROGRAMME

ANDRE ROY	CLOWN
MICHEL PELISSIER	PIANISTE
YVES ROCHON	CHANSONNIER
MICHEL DALLAIRE	CHANSONNIER
DANIEL RHEAUME	POETE
PURLAINE	GROUPE ROCK
OASIS	ROCK PROGRESSIF
MONIQUE PAIEMENT	CHANSONNIER
PAUL CHIASSON	CHANSONNIER
RAYMOND DESMARTEAUX	GROUPE

ARTISTES VISUELS

LINE JOLICOEUR	MACRAME
CEDERIC MICHAUD	PHOTOGRAPHIE
LUC ROBERT	PEINTURE
PAULETTE TAILLEFER	AQUARELLE
JULES VILLEMAIRE	PHOTOGRAPHIE
NORMAND FORTIN	SCULPTURE

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE
AUDITORIUM FRASER
SUDBURY,ONTARIO
LE 2 MARS À 20H.

prix: $5.00 à l'avance, $6.00 à la porte
info: Alain Michaud, Daniel Asselin
(705) 675-1151 poste 436,571